

Compte rendu du Bureau National Solidaires du 11/12/2014

Présents : 35 participants dont : Solidaires Crédit Agricole, Sud Rail, Sud PTT, Sud Santé Sociaux, Sud Météo, Sud Recherche, Sud Education, Sud BPCE, Sud Protection Sociale, SNUPP FEN Solidaires (Eau et Forêt) UNIRS (Solidaires Retraités) Solidaires Finances, Solidaires SDIS (Pompiers) et SNA BF Solidaires.

Ordre du jour :

1. Situation sociale et initiatives de mobilisation,
2. International,
3. Propositions de prise en charge d'activités,
4. Les Utopiques (26 au 29/05/2015),
5. Formation Syndicale,
6. Premier bilan des élections dans la fonction publique,
7. Mobilisation Climat.

1. Situation sociale et initiatives de mobilisation (2h30) :

Mobilisations récemment réalisées :

- Le 14/11/14 appel de l'intersyndicale du Commerce Parisien (CLIC P) à grève et manifestation contre le travail de nuit et du dimanche qui a rencontré un écho favorable chez les salariés concernés.
- Le 18/11/14 la mobilisation des secteurs Santé et Hôpitaux, dans le cadre de la convergence des luttes a rassemblé quelques milliers de salariés ; le rassemblement devant l'Assemblée Nationale le jour du vote du Budget a rencontré moins d'écho.
- Le 29/11/14 lors de la mobilisation contre la tenue du Congrès du FN, manifestation importante, le cortège Solidaires était imposant, d'autant plus que la CGT, la FSU et le Collectif Clément ne s'étaient pas inscrits dans cette initiative. La manifestation n'a pas pu se dérouler jusqu'au bout du fait de la présence de « casseurs » et le concert prévu en soirée a été annulé.
- Début décembre, lors de la manifestation du Patronat à Paris et à Toulouse, seuls les parcours des manifestations ont été balisés en amont de tracts Solidaires par manque de mobilisation dans nos rangs.
- Le 06/12/14 manifestation contre le chômage et la précarité à l'initiative du Collectif des Intermittents du Spectacle (40 arrestations de militants).
- Diverses mobilisations autour des questions de la répression (Confédération Paysanne, militant NPA pour la Palestine, décès de Remi Fraisse sur le barrage de Sievens, répression féroce des

manifestations pour la Palestine à Paris, Rennes et Toulouse. Des appels de collectifs plus ou moins larges et s'emparant de questions d'environnement locales (ferme aux 1000 vaches, Implantation de Center Park en Isère) suscitent de fortes mobilisations autour des questions environnementales. On peut déplorer l'absence de perspectives intersyndicales dans un contexte d'ancrage à droite de la société (manif des patrons, manif contre le mariage pour tous). Il existe un vrai contraste entre la situation en France et dans les autres pays européens : grèves tournantes chaque lundi en Belgique, mobilisation des cheminots en Allemagne, grèves et manifestations en Espagne et en Grèce.

Mobilisations futures :

- Le 19/12/2014 appel au blocus (encercllement physique) du Conseil Européen à Bruxelles contre le TAFTA (nécessité d'être présent à Bruxelles dès 7h du matin).
- Le 17/01/15, mobilisation autour des 40 ans de la loi sur l'IVG – droit toujours non accessible aux femmes dans certains pays - (loi Veil), départ à 14h30 de Bastille vers Opéra, des cars de province seront affrétés. L'idée est de reprendre la rue et de faire le contrepoids aux manifestations « du peuple de droite ».
- Le 28/02 et le 01/03/15 organisation d'un Forum à la Bourse du Travail de Saint-Denis, dans le cadre de la convergence des mouvements sociaux : associations de chômeurs, DAL, ATTAC, les amis de la Terre, Confédération Paysanne.

3 thèmes de réflexions :

- 1) l'analyse des difficultés de mobilisation du mouvement social, comprendre pourquoi l'éparpillement des luttes nuit à la visibilité et la quasi absence des femmes dans ce type de luttes,
- 2) le partage des expériences et l'utilisation de plus en plus prégnante des réseaux sociaux,
- 3) proposer des alternatives combinant ensemble l'urgence sociale et écologique afin de proposer une initiative commune vers le printemps. L'objectif affiché est de rassembler 300 personnes.

Il est ressorti du tour de table la nécessité d'une réflexion pour construire les ripostes nécessaires aux nombreux reculs sociaux annoncés : s'inscrire dans les initiatives locales qui « marchent » SANOFI, CLIC P, Femmes de ménage..., interpeller l'Intersyndicale Nationale autour de la loi Macron, appel de sections syndicales de base aux Organisations Syndicales pour réclamer une grève générale et intersyndicale, axer les revendications sur la défense de la Santé au Travail (suppression des CHSCT et attaques contre la Médecine du Travail) par le patronat. Dans un contexte d'éclatement des

appels et de multiplication des collectifs, il est également impératif de réfléchir sur la question européenne, l'Europe des Travailleurs reste à construire, comment démonter les mécanismes financiers, comment dépasser l'atonie sociale actuelle, comment donner envie aux adhérents de s'impliquer dans un cadre plus large. Les Télécoms et la Poste font état de répression antisyndicale très forte avec des mises à pied voire des licenciements.

Le représentant de l'UNIRS souligne que chez les retraités, l'intersyndicale fonctionne plutôt bien, seules la CFDT et l'UNSA en sont absentes. Dans le cadre des discussions autour de la loi sur le vieillissement l'UNIRS enverra une carte de vœux intersyndicale aux élus sur tout le territoire.

Sud Santé Sociaux annonce une réunion du réseau Santé le 19 décembre et prépare une action le 05/01/14 sur la protection sociale et l'accès aux moyens de soin et de santé.

Sud Rail fait état de la difficulté à mobiliser les salariés et réfléchit à d'autres formes de mobilisation, campagnes sur la gratuité des transports, de l'éducation etc.

Pour information, le rapport de l'observatoire de la répression (syndicats des avocats et de la magistrature) est paru hier.

2. International (30 mn)

Le FSM 2015 aura lieu du 24 au 28/05/2015 à l'Université de Tunis et en soutien aux camarades de l'UGTT. L'année dernière, 70 militants avaient fait le déplacement la délégation sera sensiblement réduite cette année. Le forum alterne, débats en plénière et séminaires et ateliers divers. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 10/01/15 et Solidaires gèrera en centralisé l'organisation matérielle (déplacements et hôtels).

Les rencontres du Réseau Social Européen se sont tenues à Toulouse les 16 et 17/11/14. Le réseau se structure et se construit, à noter l'adhésion d'organisations suisse et polonaise. La campagne « les capitalistes nous coûtent cher » est déclinée dans plusieurs pays. Une banderole comportant ce slogan en cinq langues a été réalisée.

3. Prise en charge d'activités (30 mn)

Activités économiques et sociales : la commission mise sur pied en 2011 est moribonde depuis un moment, faute de militants impliqués. Pour autant, cette question demeure importante et, plutôt que de relancer une commission, l'idée est de constituer un réseau de camarades spécialisés sur

ces thèmes (Solidaires locaux + Syndicats nationaux) afin de relancer la revendication et la stratégie syndicale. Postulants : Sud éducation, Sud rail, Sud BPCE, Solidaires Finances, Solidaires 76.

L'UNIRS insiste sur le lien à faire entre la vie professionnelle et ce qui se passe au niveau micro et macro-économiques. Il faut lier les comportements de producteur (vie professionnelle) et de consommateur (vie personnelle). Il faut tenir compte de l'évolution du capitalisme et réfléchir à l'adaptation de nos pratiques syndicales afin de porter un nouveau projet de transformation sociale.

Sud Education veut s'inscrire dans une démarche interprofessionnelle autour du thème de la précarité afin d'échanger des points de vue entre structures et d'élaborer un état des lieux et une plate-forme revendicative commune. Il faut également se préoccuper de la syndicalisation dans Solidaires des chômeurs et des précaires.

Sud Rail fait état de la difficulté à faire cohabiter plusieurs statuts dans l'entreprise et de la nécessité de définir clairement la notion de précarité qui ne sera pas forcément la même pour toutes nos organisations.

4. Les Utopiques (15 mn)

Elles auront lieu à Blainville (Manche) du 26 au 29 mai 2015. Les inscriptions (accompagnées d'un chèque de 340 € établis par les OS pour les militants qu'elles envoient) sont ouvertes jusqu'au 28/02/15. L'utilisation de CFESS est possible. 300 personnes sont espérées, militants confirmés comme néophytes afin de réfléchir et débattre en commun autour de trois axes :

- **Comment lutter contre la domination du capital** : comprendre les mécanismes du capitalisme mondialisé, ses effets sur le rapport capital/travail et sur les conditions de la lutte des classes. S'appuyer sur cette analyse pour en dégager les revendications et les stratégies pertinentes... et définir de nouvelles utopies à proposer en débat au sein du salariat.
- **Les questions démocratiques** : la question démocratique est essentielle dans le travail de militant syndicaliste et d'acteur social : aux salariés concernés de décider de leurs conditions de travail/accords/actions...aux citoyens(nes) de décider des modes de vie, des besoins, des formes de production...Notre vie quotidienne est en permanence percutée par des choix, l'essentiel réside donc en qui prend les décisions ?
- La transition écologique : dans une économie de chômage de masse, l'écologie peut vite apparaître comme un frein aux luttes des

travailleurs(es) pour l'amélioration de leurs conditions sociales (salaires, organisation du travail) et plus encore quand il s'agit de défendre leur emploi (salariés du nucléaire par exemple). De même, les questions écologiques ne vont pas forcément de soi pour les militants(tes) syndicaux. Appréhender les changements climatiques et la responsabilité directe de l'activité humaine doivent nous permettre de comprendre la nécessité, dans notre engagement syndical, de travailler ensemble les questions de conditions de travail, santé au travail et risques écologiques pour avancer vers la transformation sociale et écologique de la société.

Les utopiques doivent permettre :

- La transmission entre générations des pratiques syndicales, des valeurs défendues dans notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale.
- Construire une politique de références communes par les échanges et le brassage des parcours militants différents pour obtenir l'unité d'action recherchée et qui dépasse le problème de la transmission inter générationnelle.
- Favoriser un espace de débats sur les enjeux actuels pour notre syndicalisme. Les instances décisionnelles (CN/BN/Congrès) ne permettent pas toujours de prendre le temps d'échanger sur des enjeux essentiels.

Les Utopiques permettront de débattre sans avoir à trancher et éviteront de trop compartimenter les sujets. Il s'agit de prendre le temps pour arriver à poursuivre et amplifier la construction de notre outil commun.

5. Formation Syndicale (45 mn)

Budget du CEFI Solidaires : un budget prévisionnel du CEFI Solidaires a été établi sur la base des recettes et dépenses des 4 dernières années. Le budget présenté est déficitaire de 39 200,00€ mais ne tient pas compte des budgets des Solidaires locaux (droits de tirage). Par ailleurs, le CEFI dispose d'environ 180 000€ de fonds propres.

Sud PTT s'inquiète d'être quasiment l'unique bailleur de fonds du CEFI Solidaires et soulève la question de l'intégration au CEFI de militants victimes de répression.

Enfin, dès le 01/01/15, le CEFI Solidaires obtiendra l'agrément d'Organisme de Formation CFESS, ce qui lui permettra d'assurer tous les types de formation, limité à ce jour aux formations DP/CE/CHSCT.

Financement de la Formation, nouvelles règles : l'accord sur la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale, décliné par la loi du 5 mars 2014 va avoir, **dès le 1^{er} janvier 2015**, des conséquences importantes pour

l'ensemble des organisations syndicales sur **le financement de la formation et l'utilisation des CFESS, notamment le chapitre III « Financement des organisations syndicales et patronales »**.

A ce jour, les décrets d'application comme le Règlement Intérieur ne sont pas parus. Toutefois, l'article 31 sur le financement et les modifications du CFESS prévoit :

- Un « fonds paritaire de financement des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs » sera créé et géré par les organisations reconnues représentatives au plan interprofessionnel (hors fonction publique, d'où absence de Solidaires). Des dispositions particulières sont prévues pour les OS ayant obtenu + de 3% au niveau interprofessionnel (concerne Solidaires et l'UNSA).
- L'enveloppe globale du financement se dégroupé ainsi : **65 millions** d'Euros annuels de contribution des entreprises pour financer « la gestion des organismes paritaires », de **10 millions** d'Euros pour la Formation Economique, Sociale et Syndicale et de **35 millions** d'Euros de subvention de l'Etat (dont 30 millions pour la formation).

Solidaires escompte une manne de l'ordre de 2,2 millions d'Euros (dont 570 000 seraient issus de la mutualisation du 0,008% pour le maintien du salaire des stagiaires en CFESS. Pour ce qui concerne la prise en charge du salaire des stagiaires en CFESS, les choses ne sont pas encore calées. Les OS demandent unanimement le maintien du salaire par les entreprises et un remboursement des OS à posteriori ou par le fonds mutualisé qui se ferait à son tour rembourser par les organisations.

Ces nouvelles dispositions législatives vont engendrer une augmentation de la charge de travail administratif à laquelle il va falloir répondre. Ce sujet sera abordé de nouveau au CN de janvier (les décrets seront parus) afin de décider en commun des clés de répartition sachant qu'une des difficultés majeures réside dans les variations importantes de salaires selon les structures.

6. Premier bilan élections Fonction Publique (1h)

Pour les résultats détaillés, cf. mail du 12/12/14 du Secrétariat National.

Au final, Solidaires enregistre une légère progression de 0,2% (soit 10 000 voix) dans la Fonction Publique et conserve ses deux sièges au Conseil Supérieur. La situation est contrastée selon les branches, -0,4% pour l'hospitalière, + 0,6% pour la territoriale et + 0,4 % pour l'état avec une percée dans les centrales, notamment Bercy.

Un tour de table permet à chaque OS de présenter ses résultats. Il en ressort que le vote électronique engendre systématiquement une baisse du nombre de votants, que de sérieux dysfonctionnements ont été constatés avec de

nombreux recours préalables à la clé (Sud Education). A noter qu'aux Finances ou le vote traditionnel a été maintenu, le % de votants a dépassé les 82%.

Une info importante également, les salariés ont fortement exprimé dans beaucoup de secteurs leur saturation de réception de messages électroniques émanant des OS, sans possibilité de se désinscrire des listes, d'où un sentiment de ras le bol qui s'est traduit par beaucoup d'abstentions.

Ces résultats font apparaître un bilan mitigé, avec une progression peu harmonisée et de grosses disparités selon les secteurs... Avec une progression de 0,2% tous les quatre ans, la transformation sociale n'est pas pour demain...

7. Mobilisation Climat 2015 (1h)

Cette coalition regroupe 50 organisations avec une ouverture sur l'international. 4 idées fortes pour un argumentaire collectif : 1) les solutions ne viendront pas que d'en haut (gouvernements), 2) la volonté des citoyens est essentielle et le sujet mobilise (grosse mobilisation le 21/09/14 à l'occasion du sommet des chefs d'états, 10 000 personnes à Paris, + de 400 000 à New York, du jamais vu dans l'histoire de la lutte environnementale), 3) l'intérêt de désigner « les responsables », cibler les dirigeants des multinationales et leurs actionnaires en évitant de stigmatiser les salariés de ces entreprises, 4) les aspects sociaux, l'articulation entre les luttes sociales et environnementales, l'opposition entre défense de l'écologie et création d'emplois, mais quels emplois, précaires, sous qualifiés et sous-payés (cf. Center Park) ?

Trois grandes mobilisations sont d'ores et déjà prévues, début juin une journée internationale de l'environnement, les 26 et 27/09/15 l'Alternatiba à Paris, et une grande initiative pour l'échéance onusienne de la Conférence des Partis cf. site internet.

D'autres réseaux existent également, Climat Social (écologie anticapitaliste et anti productiviste) qui initie des mobilisations de rue beaucoup plus radicales et le Réseau Européen des Syndicats Alternatifs et de Base, à l'origine des Alternatiba, dynamique de villages alternatifs essayant un peu partout.

Un tour à vélo de 5000 km est prévu, avec un départ en juin pour une arrivée à Paris fin septembre. 180 étapes sont prévues dont une soixantaine d'Alternatiba sur le parcours. Les Alternatibas sont une occasion de débattre avec les citoyens de la transformation sociale et écologique de manière très concrète, sur tout le territoire et surtout de rencontrer des jeunes, très mobilisés sur les questions environnementales.

Pour Sud PTT, il est essentiel d'engager une réflexion sur l'écologie politique et sociale. Quelles revendications écologiques peut-on porter dans l'entreprise ? Nous devons occuper ce terrain rapidement car l'extrême droite s'en est déjà emparée (ex Lille) avec la création d'un collectif écologique et patriote.

Fin de la réunion, 17h15.

Pour le Secrétariat National, Véronique Bergugnat.